

BOUZEGUENE

153 locaux commerciaux pour les jeunes chômeurs

Profitant du déséquilibre qui s'explique par le manque d'assiettes foncières dans plusieurs localités de Kabylie victimes de leur relief, la commune de Bouzeguène a bénéficié de 153 locaux commerciaux en surélévation, soit 53 unités de plus que le quota par commune fixé à 100 unités par la présidence de la République.

Le projet dont les travaux ont déjà démarré dans les sites de Bouzeguène-centre et de Anou (23 locaux) en attendant celui de Loudha retardé pour un motif d'ordre administratif, a été réparti par zone géographique : 100 au chef-lieu, 30 à Loudha et 23 à Anou dans l'extrême est de la commune.

Au plan technique, la Such tient à informer sa



Photo : D. R.

disponibilité à tout mettre en œuvre pour que l'opération soit clôturée dans les délais. La superficie des locaux en surélévation, selon les exigences des instruments d'urbanisme, varie de 20 à 40 m² selon l'étude et les recommandations urbanistiques, nous explique le subdivisionnaire de la Such qui suit les travaux du projet parrainé par la daïra. Un grand engouement commence déjà à naître chez les personnes concernées,

confie cette structure qui fait état de jeunes en quête de renseignements sur les conditions d'éligibilité à ces locaux dont l'estimation des coûts varie de 14 000 à 17 000 DA le m². Le soudain réveil pour ces projets dont le rythme atteint sa vitesse de croisière après avoir longtemps somnolé, tient au fait que c'est désormais la Dlep qui les prend en charge, tient-on à le faire remarquer.

L'étape la plus difficile a cependant trait au choix

des entreprises compétentes, confie le subdivisionnaire de la Such de Bouzeguène qui ne cache pas sa satisfaction devant l'accélération des procédures et l'avancée du projet.

Il est par ailleurs à noter que le choix du terrain de Bouzeguène-centre a fait réagir les auto-écoles qui affirment que le site, intégré dans le POS, empiète sur le circuit homologué par les services compétents.

S. Hammoum

TIGZIRT-SUR-MER

Des boulangers majorent le prix du pain

En effet, une dizaine de boulangers éparpillés à travers les quatre coins de la daïra de Tizirt ont décidé après concertation, à l'unanimité de majorer le prix de la baguette du pain passant de 7,50 DA à 8 DA à partir du 1^{er} mars en cours, comme l'indiquent les affichages apposés sur les vitrines des épiceries. La décision des boulangers en question a été motivée "par les augmentations successives du prix de la farine", peut-on encore lire dans le communiqué des professionnels du pain. Les prix sont ainsi appliqués sans générer la moindre réaction des consommateurs et encore moins des autorités concernées. Pour l'heure, nous ignorons si les autres boulangers de la région ont déjà suivi l'exemple des cosignataires de la majoration du prix de l'aliment le plus vital des ménages.

Massiles Juba

Azeffoun célèbre le 8 Mars

La ville d'Azeffoun fête la Journée du 8 mars en consacrant des festivités entièrement dédiées à la femme. Ces derniers temps, dans cette localité, on ne manque pas de remarquer un regain d'intérêt pour le fait culturel et citoyen. Une belle régularité affichée par l'association Ruzazuz qui ne cesse de se mettre au-devant de la scène locale s'agissant du marquage de toutes les dates autour de différentes célébrations citoyennes.

L'exposition prévue, à cet effet, au centre culturel Tahar-Djaout, survolera tout d'abord un thème entièrement voué au travail réalisé par cette frange de la société tels la couture, la broderie, la poterie ou encore l'habillement traditionnel et l'art culinaire. D'ailleurs, des prix seront attribués aux lauréates du concours des salons de coiffure qui a débuté bien avant ce jeudi.

La journée ne s'arrête

pas à ces seules activités et comme pour fuir cette image stéréotypée qui confine la femme aux seuls travaux manuels, une conférence-débat sur la condition de celle-ci sera animée par Leïla Hadj Arab, avocate de son état. Il sera question de la femme de son statut et de ses différents combats. Selon les organisateurs, des prix seront distribués aux femmes retraitées de la région,

une autre manière de saluer celles qui, à leur temps, ont osé braver les clivages sociaux.

Enfin, après une prise de parole, fixée au début de l'après-midi, sur la portée de cette journée, sa signification et son rapport avec notre société, les activités verront l'organisation d'un gala qui sera assuré par un groupe de chanteurs de la ville d'Azeffoun.

F. B.

TRAFIC DE DROGUE

Saisie à Ghardaïa de plus d'un kilogramme de cannabis

Une quantité de 1,250 kg de cannabis a été saisie par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya de Ghardaïa, à la gare routière de Ghardaïa, a-t-on appris lundi auprès de ces services. Agissant sur renseignements, les éléments de la police judiciaire ont découvert cette quantité de drogue samedi, dernier transportée par une personne âgée de 41 ans, originaire de Tébessa, dans son sac à main pour être écoulée auprès des consommateurs de Ghardaïa, indique la même source. Selon les premiers

éléments de l'enquête diligente par la police, ce cannabis a été cultivé par une personne non encore identifiée et proposé à l'écoulement à Ghardaïa. Présenté lundi devant le juge d'instruction du tribunal de Ghardaïa, ce dealer a été écroué pour "culture illégale de produits prohibés, détention, consommation et commercialisation de la drogue", précise la Sûreté de wilaya. Par ailleurs, les mêmes services ont également arrêté dernièrement au quartier de Bensmara (Ghardaïa), une bande composée de trois personnes de la

même famille, spécialisée dans la falsification et le trafic de documents de véhicules. Après perquisition de la propriété familiale de la bande, les éléments des services de la Sûreté de wilaya ont récupéré quatre véhicules touristiques avec leurs documents falsifiés. Présentés dimanche devant le juge d'instruction, deux personnes ont été écrouées pour "falsification de sceaux officiels de l'Etat, usage de faux documents des véhicules", et la troisième personne a bénéficié d'une liberté provisoire, précise la même source.

APS

Un EPIC pour la gestion des déchets solides à Blida

La gestion des déchets solides, un problème qui se pose avec acuité dans la wilaya de Blida, sera confiée à un établissement public à caractère industriel et commercial (Epic), a indiqué la Direction de l'environnement de la wilaya.

Il s'agit d'un établissement public intercommunal de gestion des déchets solides de la Mitidja (EPGM), appelé à assurer cette fonction de la collecte jusqu'à l'élimination des déchets.

150 000 tonnes de déchets sont déversées annuellement dans la nature, dans la wilaya, selon la même source qui note que Blida, avec une population de près d'un million d'habitants, ne dispose pas d'une décharge publique contrôlée.

La multiplication des décharges sauvages à travers la wilaya, avec des tonnes de déchets hétérogènes, est la source principale de la détérioration de l'environnement et du cadre de vie des citoyens.

La décharge sauvage de la Chiffa, qui a fait officiellement l'objet d'une mesure de fermeture en raison des risques potentiels de contamination de la nappe phréatique, continue de recevoir d'importantes quantités de déchets et de gravats.

Devant l'ampleur de la problématique environnementale, dont souffre la wilaya, la même direction vient de relancer le projet de réalisation d'un centre d'enfouissement technique au niveau de la commune de Soumaâ. Cette décharge d'une durée de vie de 16 ans est appelée à recevoir les déchets du Grand Blida qui englobe neuf communes. Le coût global de la décharge est estimé à 330 millions de dinars, selon le directeur de l'environnement qui a précisé à l'APS que les travaux de réalisation du grand casier (500 000 m³) et des annexes sont à un stade avancé. La Direction de l'environnement compte également lancer un projet de réalisation d'un autre grand casier d'un coût de 6 milliards de dinars au niveau du complexe de compostage et de traitement des eaux usées de Beni-Mered "qui croule, note-t-on, sous une montagne d'ordures ménagères et de déchets non compostables" (70 % de plastique). Cette unité, mise en service au mois de mai 1989, pour faire face au problème de la pollution et aux nuisances dues à l'absence quasi totale de traitement des déchets solides, urbains et industriels, est devenue source de pollution suite à l'accumulation considérable de déchets engendrée par les nombreuses pannes techniques qu'a connues ce complexe depuis son ouverture. La réalisation de deux grands centres d'enfouissement technique est également projetée à l'est et à l'ouest de la wilaya. La Direction de l'environnement envisage également dans le cadre du programme de gestion de l'environnement, initié par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, lancer une campagne de sensibilisation des citoyens pour une meilleure collecte des ordures ménagères. L'éducation environnementale destinée à la population scolaire occupe une place privilégiée. De nouveaux outils pédagogiques ont été élaborés, et une nouvelle méthode d'enseignement de l'éducation environnementale a été initiée pour mener à bien cette opération.

APS